

Swissport délocalise des postes administratifs de Suisse en Bulgarie

Économie L'aéroport de Genève est concerné par «des ajustements» de la multinationale, alors qu'un partenariat est en cours avec l'Office cantonal de l'emploi.

Adriana Stimoli
Luca Di Stefano

Au sein de Swissport, des postes administratifs pour la gestion de services aéroportuaires sont délocalisés à Sofia, en Bulgarie. Révélée par la RTS, la mesure prise par la multinationale touche des salariés des services de planification des aéroports de Genève, Zurich et Bâle. «Ces ajustements concernent 17 collaborateurs sur un total de 4 400 en Suisse», confirme l'entreprise. À Cointrin, quatre postes sont touchés. Les personnes concernées se sont vues proposer des postes en interne, au sein de leur station actuelle, précise Swissport.

Les raisons? «Certaines tâches administratives, notamment liées à la planification des effectifs et aux ressources humaines, ont été progressivement intégrées depuis 2023 dans un modèle de centre de services partagés. Ce dispositif s'appuie sur des équipes basées en Suisse, en Espagne et en Bulgarie»,

indique Swissport. L'entreprise employant 65 000 personnes dans le monde entier dit «adapter en permanence son modèle opérationnel afin de rester compétitive dans un environnement aéronautique dynamique et fortement soumis à la pression des coûts».

Partenariat avec l'État

À Genève, la révélation de cette information fait grincer des dents. À la fin de l'année 2025, l'Office cantonal de l'emploi genevois (OCE) et Swissport communiquaient la signature d'un partenariat pour le lancement d'un programme de formation et d'intégration professionnelle pour les demandeurs d'emploi. Nommée «Take off» (décollage), la collaboration a débuté en 2026 et combine pratique et théorie pour des métiers des services aéroportuaires pendant six mois. Les quatorze premiers candidats ont été sélectionnés en novembre et ont entamé leur stage en janvier.



Les délocalisations concernent un total de 17 postes en Suisse, dont quatre à Genève. Imago/Eventpress-Jeremy Knowles

Que dit le Département genevois de l'économie et de l'emploi (DEE) de ces délocalisations de la part d'un partenaire? La réponse des services de Delphine Bachmann est mesurée.

S'ils qualifient tout départ d'emploi de «regrettable», ils rappellent que Swissport est une entreprise privée et que sa décision relève de la liberté d'entreprendre. Quant au programme

avec l'OCE, «il montre l'attachement de Swissport à Genève», selon le département.

«Choquant» pour les syndicats

Du côté des syndicats, le ton est tout autre. Conseiller national socialiste genevois et président du Syndicat des services publics (SSP), Christian Dandrès s'interroge sur le «timing» de cette réorganisation: «Est-ce que le travail des personnes concernées par les délocalisations va être exécuté par des chômeurs en réinsertion avec le soutien financier de l'assurance chômage?»

Cette question, nous l'avons posée à Swissport qui réfute catégoriquement: «Le programme Take Off concerne les opérations et non la planification», détaille une porte-parole de l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, «il est choquant qu'une entreprise suisse qui voit ses bénéfices en hausse

signe une convention avec l'État pour faire travailler des chômeurs et délocalise en même temps en Bulgarie où les salaires sont très bas», ajoute Christian Dandrès.

Après les vagues de délocalisations dans le secteur de l'aviation d'il y a dix ans, un mouvement similaire est-il à craindre? «Nous ne voyons pas une dynamique de transferts massifs», répond l'élu genevois. Mais ce secteur repose sur un modèle basé sur des logiques de libéralisation et de sous-enchère.»

Selon les dernières données à disposition, la multinationale Swissport a réalisé un chiffre d'affaires de près de 3,5 milliards de francs en 2024, affichant une croissance de +11 % par rapport à l'année précédente. Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, le secteur des services aéroportuaires peut s'appuyer sur le rebond de l'aviation dopé par la forte demande mondiale.